

RAPPROCHEMENTS ET CONDITIONS NOUVELLES DES LUTTES

Paul BOCCARA

(1) - Déjà dans ses *Manuscrits économiques de 1857-1858 (Grundrisse)* Marx évoque l'importance de la science pour le développement de la révolution industrielle capitaliste (d'après notamment un texte du socialiste utopiste Owen de 1837). Mais lui insiste sur une transformation future où, avec le progrès de la productivité, du sur-travail et de la plus-value potentielle peuvent revenir aux masses de travailleurs au lieu d'être accaparés par l'accumulation matérielle en machines. Cela ne servirait pas seulement à la progression des dépenses pour la science (dont *Le Capital* montrera comment elle est monopolisée et utilisée par les capitalistes contre les ouvriers), mais pour le temps libre disponible hors de la production matérielle, non seulement le loisir mais « les activités supérieures » (comme les activités non productives, de formation, de gestion, culturelles, politiques, etc). (Marx, *Manuscrits de 1857-1858*, « *Grundrisse* », Editions Sociales, t. II, p.190-202).

(2) La révolution industrielle, axée sur la machine-outil remplaçant les mains de travailleur, se développe surtout à partir du 18ème siècle en Europe occidentale, en impulsant la progression des activités industrielles dans et à côté des activités agricoles qui de majoritaires vont devenir minoritaires. La révolution industrielle connaîtrait en ce moment une longue phase d'achèvement (remplacement complet de la main de l'homme par l'automatisation et extension au monde entier) en même temps que commencerait une nouvelle révolution technologique, conditionnant cet achèvement. Il s'agit de la révolution informationnelle, où certaines fonctions du cerveau de l'homme sont remplacées par des moyens matériels (ordinateurs et informatique, etc). Ainsi la main qui résiste comme intelligente peut être totalement remplacée en même temps que certaines fonctions du cerveau (automation). En même temps est impulsée la progression des activités d'informations (au sens le plus large du terme) tendant à devenir prédominantes dans et à côté des activités industrielles proprement dites.

Dans les débats actuels concernant la stratégie révolutionnaire nouvelle en France, une question cruciale, au plan économique et politique, est celle du rapprochement fondamental des diverses couches de salariés, dans leurs situations et dans leurs luttes, des salariés ouvriers.

DISTINCTIONS ET RAPPROCHEMENTS

Ce rapprochement ne signifie pas la confusion et l'absence de distinctions significatives, y compris du point de vue des luttes, par exemple entre un ouvrier et un cadre. Commencé depuis longtemps, ce rapprochement prend une importance quantitative et qualitative sans précédent de nos jours, avec **les débuts** de la révolution technologique nouvelle : la révolution informationnelle qui **tend à mettre au premier plan** de toutes les activités, y compris dans la production matérielle, l'information au sens large : pas seulement la science, mais la formation, la communication et l'accès aux données et donc l'initiative responsable pour la masse des travailleurs eux-mêmes (1). Cette révolution technologique nouvelle s'oppose à la révolution industrielle, fondement du développement du capitalisme, dont elle est pourtant issue. (2).

Ce rapprochement va bien au-delà des ingénieurs, techniciens et cadres, même si on leur ajoute les chercheurs (3). Il concerne tous les salariés : employés, fonctionnaires, enseignants, salariés du secteur médical, du secteur financier, etc., dont le nombre et l'importance ont grandi rapidement (4).

Cependant, une tendance à l'enfermement dans la classe ouvrière au sens étroit, a pu s'opposer au déploiement de son rôle historique. Cette tendance, liée notamment aux conditions sociales traditionnelles de l'alliance prioritaire avec l'ancienne majorité paysanne, et aussi à une vision « industrialiste » du socialisme, sous l'influence du modèle soviétique et de son rattrapage de l'industrialisation capitaliste (5), a pu marquer le mouvement révolutionnaire, y compris en France. Cela a contribué à des retards et des restrictions sur la prise de conscience des rapprochements des situations des différentes couches de salariés, sur l'évolution objective de la société dans son ensemble et sur les luttes possibles. Ces retards et restrictions sont extrêmement dommageables pour le rassemblement le plus vaste et audacieux dans l'action.

Il ne s'agit pas de confondre les diverses couches et catégories salariées dans un bloc homogène. L'absence de distinctions entre les salariés pourrait d'ailleurs masquer l'influence des couches les plus facilement intégrables au capital ou à un appareil d'Etat, y compris parmi les cadres de l'industrie. Mais il ne s'agit pas non plus de distinguer en noir et blanc, la classe ouvrière (dont feraient partie désormais, sans distinction, les ingénieurs, techniciens et cadres) et les autres salariés. Ainsi, Marx faisait plusieurs distinctions et rapprochements : entre la classe ouvrière au sens économique et étroit, productrice de valeur et de plus-value dans la production matérielle, et le **prolétariat au sens large** (social et politique) élargi à **tous les salariés**.

Même au plan économique, il explique dans *Le Capital* comment les travailleurs qui ne produisent pas de valeur et de plus-

(3) Dans un discours de Joseph Staline de 1931 sur « *les dirigeants de l'industrie* » l'accent est déjà mis sur ce qu'il appelle « *les cadres d'industrie en général, le personnel d'ingénieurs et de techniciens en particulier* » dans les conditions du « *programme d'industrialisation socialiste de l'URSS* ». On y souligne : « *il nous faut des chefs, des ingénieurs et des techniciens tels qu'ils soient capables de comprendre la politique de la classe ouvrière de notre pays, capables de s'assimiler cette politique et prêts à la réaliser en conscience... Notre pays est entré dans une phase de développement où la classe ouvrière doit former ses propres intellectuels techniciens de la production, capables de défendre dans la production les intérêts de la classe ouvrière comme intérêts de la classe dominante* » (J. Staline, *Les Questions du Léninisme*, p.517 à 519).

Bien que nous ayons en France beaucoup de retard encore sur le développement de l'organisation et des luttes de portée révolutionnaire aux côtés des ouvriers, des ingénieurs, cadres et techniciens, et sur l'enrichissement de la classe ouvrière par de nouvelles couches, la question du retard se pose aujourd'hui à l'échelle de tous les salariés.

(4) Aujourd'hui, dans les pays capitalistes développés, les activités dites de service ou du secteur tertiaire sont largement majoritaires parmi les salariés, en relevant pour leur plus grande part d'activités extrêmement utiles. Par ailleurs on souligne la gravité de leur insuffisance en URSS où l'on déplore le poids excessif des paysans.

(5) Contrairement au tout premier travail d'Engels, sur « *La situation des classes laborieuses en Angleterre* », de 1845, qui faisait de la révolution industrielle le fondement de la révolution socialiste, Marx dans *Le Capital* fait de la révolution industrielle le fondement du développement du capitalisme, y compris par le développement de la science qu'elle suscite. Cependant les conditions de l'arriération en URSS vont relancer les idées erronées et opposées à celles de Marx, sur l'industrialisation comme base du socialisme, dans le mouvement communiste.

Quant à parler pour aujourd'hui d'une révolution scientifique et technique, comme on l'a fait en URSS dans les années 1960, c'est à mon avis marquer une régression même par rapport aux analyses de Marx des *Grundrisse* et du *Capital* montrant comment le capitalisme développe le rôle de la science en opposition au développement de la masse des travailleurs. Cela représenterait une vision de tendance technocratique et scientifique correspondant à la tendance à la direction « au nom de la classe ouvrière ».

(6) - « ... un état social qui soit la dissolution de tous les états sociaux, ... une sphère qui possède un caractère d'universalité par l'universalité de ses souffrances et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on lui fait subir non une injustice particulière mais l'injustice tout court, ... Cette dissolution de la société réalisée dans un état social particulier c'est le prolétariat », Marx : « Critique du droit politique hégélien » 1843-44, Editions Sociales - p. 211.

« ... une classe qui forme la majorité des membres de la société et d'où surgit la conscience de la nécessité d'une révolution radicale, conscience qui est la conscience du communisme... [la révolution communiste] supprime le travail et abolit la domination de toutes les classes en abolissant les classes elles-mêmes, parce qu'elle est effectuée par la classe qui n'est plus considérée comme une classe dans la société, qui n'est plus reconnue comme telle et qui est déjà l'expression de la dissolution de toutes les classes, de toutes les nationalités, etc., dans le cadre de la société actuelle... » « Il est nécessaire qu'elle [l'aliénation capitaliste] ait fait de la masse de l'humanité une masse totalement "privée de propriété", qui se trouve en même temps en contradiction avec un monde de richesse et de culture existant réellement ». Marx - Engels « L'idéologie allemande » 1845-1846 Editions Sociales : p.68 et p.63.

(7) « D'autre part, ce développement des forces productives est une condition pratique préalable absolument indispensable [à la révolution communiste], car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. »... « les individus sont obligés de s'approprier la totalité des forces productives existantes »... « ...L'appropriation de ces forces n'est elle-même pas autre chose que le développement des facultés individuelles correspondant aux instruments matériels de production. Par là même, l'appropriation d'une totalité d'instruments de production est déjà le développement d'une totalité de facultés dans les individus eux-mêmes. Seuls les prolétaires... sont en mesure de parvenir à... l'appropriation d'une totalité de forces productives... dans le développement d'une totalité de facultés »... « la transformation du travail en manifestation de soi et la métamorphose de relations conditionnées jusqu'alors en relations des individus en tant qu'individus [avec]... « l'appropriation de la totalité des forces productives par les individus réunis... ». Marx - Engels, « L'idéologie allemande », Editions Sociales : p.63-64 et p.103-104.

(8) - « ...ce développement universel des forces productives engendre le phénomène de la masse "privée de propriété" simultanément dans tous les pays (concurrence universelle). ... Sans cela le communisme ne pourrait exister que comme phénomène local ; ... et toute extension des échanges abolirait le communisme local... ». Marx - Engels « L'idéologie allemande » Editions Sociales : p.64.

Soulignons que de nos jours, à l'échelle du monde entier, les travailleurs salariés (ou chômeurs demandant à l'être) deviendraient désormais majoritaires dans la population active, y compris les centaines de millions de travailleurs précaires ou en chômage des énormes bidonvilles des pays en voie de développement.

value sont néanmoins exploités, notamment par la pression pour réduire leurs salaires et augmenter leur travail.

DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ DANS LE PROLÉTARIAT

La question de la salarisation ou de la **dissolution de presque toute la société dans le prolétariat** est posée par Marx, dès ses tout premiers travaux, comme condition de la révolution communiste dépassant vraiment le capitalisme (6). Il relie cette salarisation, comme condition d'une révolution toute nouvelle, aux bouleversements au **plan technologique** (permettant aux prolétaires de maîtriser eux-mêmes toutes les forces productives) (7), et à la **diffusion** de ces transformations à l'échelle du monde entier par le développement du marché capitaliste (8). Il complétera ces positions par des analyses plus fines ultérieurement et nous pouvons encore les développer.

Ces questions se posent pratiquement aujourd'hui en France dans les bras de fer des luttes pour isoler et diviser les travailleurs ou pour les rassembler contre les intégrations capitaliste et réformiste. Les nouvelles conditions des débuts de la révolution informationnelle imposent l'exigence d'utilisation massive de plus-value (au-delà des salaires des travailleurs productifs) pour développer les capacités humaines, pas seulement pour la science mais pour la formation, la santé, etc., de la masse des travailleurs eux-mêmes. Elles posent l'exigence (non fatale) de faire reculer considérablement les organisations hiérarchiques du travail, l'opposition entre décideurs et exécutants, pour développer la concertation des initiatives. Tout cela tendrait à rapprocher les conditions de tous les travailleurs et donc leurs luttes possibles contre leurs exploiters et dominateurs capitalistes (et étatiques) communs. Cela peut s'opposer, comme enjeu des luttes nouvelles, aux bases contraires du clientélisme traditionnel des couches supérieures de salariés, vis à vis du capital et de l'appareil d'Etat bureaucratique, liées à leur intégration aux objectifs d'accumulation matérielle prédominante, de développement élitiste des hommes et de soumission des travailleurs aux matériels. Encore une fois, cela ne veut pas dire

l'absence de distinctions désormais entre salariés, y compris entre salariés de la production matérielle. Cette absence de distinctions masquerait l'influence des couches les plus facilement intégrables, ou le besoin de commencer à modifier fondamentalement la situation au plan de l'économie et des pouvoirs pour les plus dominés, ainsi que la nécessité de la jonction à construire entre leurs aspirations et les aspirations originales des plus qualifiés. Mais ces changements effectifs ou potentiels font monter la nécessité de travailler à des rassemblements populaires d'un nouveau type. Ces rassemblements de luttes peuvent s'opérer autour de propositions constructives alternatives par rapport aux initiatives capitalistes, faisant en particulier avancer des critères d'efficacité sociale (économisant sur les capitaux et les profits accumulés, pour développer les dépenses pour les hommes), en coopération entre les différentes activités, avec des pouvoirs de tendance autogestionnaire, décentralisés et concertés à la fois.

NOUVEAUX CONTENUS POSSIBLES DES LUTTES

Les luttes nouvelles vont dans ce sens. Cela concerne plus évidemment les luttes affectant les services publics (de l'école aux transports et aux télécommunications). Là, le travail étant un service (portant sur d'autres hommes), son efficacité pose la question des rapprochements entre travailleurs et usagers pouvant court-circuiter les exploiters et dominateurs communs. Cela s'oppose à l'appropriation du produit matériel par les capitalistes et à la direction de la production matérielle utilisant le face à face hommes / machines pour faire pression sur les travailleurs par les capitalistes et leurs agents, avec les aliénations capitalistes classiques. Mais les changements concernent également les luttes dans la production matérielle, dans la mesure où y montent aussi les revendications matérielles et sociales portant sur le développement des hommes eux-mêmes et leurs relations (depuis la formation jusqu'à l'organisation).

Il convient de considérer aussi les luttes concernant des partages socialisés de dépenses marchandes comme celles de la protection sociale. La protection sociale représente une forme de réponse directe

aux besoins des travailleurs **commençant** à dépasser **dans leur principe** les formes marchandes, dans la mesure où chaque bénéficiaire particulier ne reçoit pas l'équivalent de ce qu'il fournit en cotisations, avec un partage social de dépenses elles-mêmes encore marchandes (9).

En même temps d'ailleurs, le mouvement révolutionnaire cherche à articuler deux types de lutte, sans les opposer, dans les conditions de notre temps ; un classique, toujours de la plus grande actualité, et un nouveau encore embryonnaire et qu'il convient de pousser : les luttes revendicatives et les luttes sur la gestion.

Ainsi une revendication de salaire (ou autre) doit faire **reculer la part du profit** dans la richesse produite. Cela on le sait en général dans le mouvement ouvrier actuel et l'analyse marxiste de la plus-value, qui a éclairé les luttes contre l'exploitation est assez connue, même si on en ignore encore des pans entiers et s'il faut encore la développer.

Mais d'autres critères de gestion que ceux du taux de profit capitaliste, ce n'est pas une analyse simplement théorique, une formule technique, ou idéologique et de propagande. Cela concerne les luttes immédiates **pour une autre utilisation du profit, des bénéfices et des fonds** dans l'entreprise : pour les salaires, mais aussi pour toutes les conditions de production, y compris le capital accumulé, et pour une autre consommation de la société y compris hors des salaires.

Par des propositions sur les conditions de production (types d'investissement, formations, conditions de salaires et de travail, etc.) et sur leur financement (économie sur des gâchis financiers, autre utilisation du crédit, des aides publiques) ainsi que des coopérations (avec d'autres entreprises et des services publics, au plan régional, national et international), on peut montrer qu'on a besoin de **moins accumuler** du capital matériel et financier, **relativement à la croissance de la richesse nouvelle** que l'on va produire et vendre. Si on a **moins besoin de profit** pour augmenter les capitaux, en augmentant davantage la production, (par l'amélioration des conditions de production, du rôle des travailleurs et du financement), alors la part du profit dans la richesse produite accrue peut reculer par rapport à la richesse nouvelle

(9) Dans les programmes de recherche communs à plusieurs firmes capitalistes privées ou publiques au plan international, on assiste aussi à l'apparition de formes qu'on peut déjà considérer dans une certaine mesure comme semi-marchandes. Il y a en effet partage des dépenses, à l'opposé des ventes et achats des résultats des recherches, même si ces dépenses s'effectuent elles-mêmes sur le marché.

Les luttes nouvelles peuvent aussi concerner un autre type de coopération internationale pour mieux partager tous les coûts de recherche-développement dans l'intérêt de tous les peuples à l'opposé des dominations technologique et financière de certains groupes privés et certains pays dans ces programmes de recherche et de développement communs. L'enjeu est de développer et d'employer de façon efficace tous les travailleurs et tous les peuples pour qu'ils puissent utiliser les résultats des recherches et donc diminuer les coûts bien davantage partagés.

disponible pour les travailleurs et la population. Mais cette augmentation de la richesse disponible pour développer les hommes se fait en recherchant une **efficacité plus élevée et sociale** des fonds avancés. C'est cette efficacité que visent à mesurer les nouveaux critères de gestion, à l'opposé des critères de rentabilité capitaliste mesurant les profits rapportés par les fonds avancés.

Il ne s'agit pas de conditionner les revendications (qui doivent pousser de façon autonome) à des propositions. Mais on peut rassembler plus largement en considérant, aux côtés des revendications, toute l'efficacité sociale des fonds, en permettant d'avancer en outre vers de nouveaux pouvoirs, de nouveaux rapports de force au plan moral et intellectuel, dans les mentalités, à travers les succès et les échecs des expériences de luttes.

LUTTES SOCIALES ET TRANSFORMATIONS POLITIQUES

Cette pratique de lutte nouvelle, à développer, est loin de s'opposer aux luttes revendicatives. Mais elle s'oppose à la scission traditionnelle, liée notamment au modèle du socialisme étatiste et étranger, entre lutte revendicative et lutte pour la transformation révolutionnaire de la société.

Cette transformation était en outre censée concerner, avant tout, la prise du pouvoir d'Etat et la propriété collective, programme des communistes disciples de Babeuf (qui réclamaient aussi la dictature populaire). Ces conceptions babouvistes sont antérieures aux analyses de Marx (notamment dans *Le Capital*) sur le rôle central de la régulation par le taux de profit, la liaison de l'accumulation du profit en capital avec le type de progression de la productivité (faisant prédominer l'accumulation en moyens matériels et un développement élitiste des capacités humaines mais non le développement de tous les hommes). Ces conceptions sont aussi antérieures à ses analyses sur les « travailleurs associés » pour une autre régulation, leur « auto-gouvernement », etc.

Le fossé traditionnel entre les luttes revendicatives et les luttes pour la transforma-

tion politique et sociale d'ensemble doit pouvoir être comblé par des luttes pour des constructions intermédiaires, à l'opposé de la scission entre les luttes revendicatives de classes et les luttes politiques. Cette scission permet à travers la délégation de pouvoir politique, le contournement des luttes de classes par les forces réformistes au nom de « la gauche ». Il s'agit de construire les ressorts permanents d'une union dans l'action des forces de transformation et des partis dits de gauche, fondée au plan politique sur la primauté des mouvements populaires ainsi que sur des pratiques politiques nouvelles des travailleurs. Cela ne concerne pas un simple « soutien » à la base des citoyens et des travailleurs à une union insuffisamment développée des forces de gauche car essentiellement réalisée au sommet. Cela exige la réduction graduelle des délégations de pouvoir, en commençant à partager la définition et l'exercice de la politique économique et sociale, avec les assemblées élues et leurs pouvoirs exécutifs, depuis les interventions des travailleurs dans les entreprises et les établissements, ainsi que leurs coopérations tout particulièrement au niveau de régions. Il s'agit de faire reculer ainsi la coopération dominante actuelle « patronat/appareil politique » masquée par les délégations de pouvoir sans partage aux assemblées élues.

Il ne s'agit pas seulement d'utiliser de nouveaux critères de gestion, faisant reculer les critères de rentabilité dans une construction mixte, conflictuelle et évolutive. En même temps, il s'agit de lutter pour faire prédominer les éléments publics et sociaux sur les éléments capitalistes privés dans une économie mixte à prédominance sociale, avec de nouvelles institutions. Cette nouvelle économie mixte doit parvenir à renverser la prédominance privée actuelle caractérisant le développement récent, original et suggestif de problèmes objectifs traités de façon réactionnaire, dans notre économie dominée par les forces du capital (10) .

Il convient de faire avancer de nouvelles pratiques d'intervention et de coopérations dans les luttes ainsi que de nouveaux pouvoirs effectifs de tous les travailleurs, depuis les entreprises, en allant vers des institutions autogestionnaires. Chez nous

(10) Il convient aussi de considérer le rôle de l'achèvement de la révolution industrielle (y compris à l'échelle mondiale) allant de pair avec les débuts de la révolution informationnelle, dans une situation technologique mixte ou de transition. Cette situation technologique mixte et évolutive ou de transition constituerait le fondement des bras de fer sociaux et politiques sur des constructions mixtes (privées et publiques, marchandes et non marchandes, utilisant la rentabilité capitaliste ou des critères d'efficacité sociale, des institutions parlementaires et autogestionnaires, etc), pour la prédominance capitaliste ou la prédominance de l'efficacité sociale et des intérêts des populations, dans les différents pays comme à l'échelle du monde entier.

(et d'ailleurs partout, selon des modalités différentes, comme dans les pays de l'Est ou dans ceux du Sud), il convient d'aller au-delà du progrès que représente le pouvoir politique national effectif d'un Parlement démocratiquement élu, avec ses débats publics et pluralistes, tout en le développant encore contre l'étatisme bureaucratique. Ce sont les avancées de la décentralisation et de l'autogestion, permettant à la fois un certain partage des pouvoirs et leurs concertations, qu'il faut aussi développer, à tous les niveaux de coopération possibles : depuis les entreprises et les établissements dans les localités (des usines aux établissements d'enseignement ou de recherche) jusqu'aux régions, et au plan national (sans oublier de nouvelles coopérations internationales très intimes), en articulation avec les pouvoirs de toutes les assemblées élues. Dans les assemblées élues au suffrage universel, aux différents niveaux, les propositions de coopération et d'activités nouvelles provenant des interventions des travailleurs dans les gestions des entreprises et établissements de toutes les activités, pourraient être sollicitées, répercutées et accompagnées par des mesures de politique économique et sociale allant dans le même sens.

Le niveau intermédiaire des régions semble particulièrement important en France pour ces constructions nouvelles de luttes. Il est suffisamment proche des propositions des travailleurs dans les entreprises et établissements et aussi suffisamment vaste pour embrayer sur la politique d'ensemble jusqu'au plan national et même au plan international comme celui de la Communauté européenne. Il concerne en particulier les relations concrètes entre les activités d'éducation et de recherche et les questions de l'emploi, du financement, du rôle du secteur public, etc. Cependant, les questions de l'insertion systématique dans l'emploi et la formation de toutes les populations dans leur masse, avec de nouvelles conditions de coopération et de financement, sont cruciales à tous les niveaux, jusqu'au plan international.

Pour ces constructions sociales économiques et politiques nouvelles, il convient de travailler, pied à pied et de façon diversifiée, à la jonction sur des positions trans-

formatrices des interventions de lutte des ouvriers et des autres salariés : depuis les plus exploités et dominés jusqu'aux plus qualifiés et à ceux ayant des fonctions dirigeantes, dans tous les domaines et pas seulement dans la production matérielle. Ainsi leurs luttes rassembleuses non seulement défensives mais créatrices, pourraient commencer à construire des conquêtes sociales et politiques de dépassement réel des maux et des conquêtes de notre société, avec des formes de tendance autogestionnaire, en avançant vers un socialisme autogestionnaire (11).

Paul BOCCARA

(11) - Je reviendrai plus théoriquement sur ces questions dès le prochain entretien que publiera *Economie et Politique*, dans la série « Pour une révolution dans la révolution théorique marxiste - Marxisme et révolution socialiste à la fin du XX^e siècle ». Il sera consacré aux relations entre « prolétariat et humanité » dans l'élaboration de la pensée de Marx et dans les nouveaux développements nécessaires, à l'opposé des approches unilatérales antérieures, plus ou moins opportunistes ou sectaires de ce problème.